

LES DROITS DE LA PERSONNE AU PAKISTAN

ENJEU

Le Pakistan doit relever d'importants défis au chapitre du respect des droits de la personne; le gouvernement doit composer avec une société caractérisée par la violence ethnique et sectaire et par de fortes cultures religieuses et traditionnelles qui sont à l'opposé de la notion occidentale des droits de la personne.

Le gouvernement du premier ministre Bhutto s'est plusieurs fois déclaré résolu à améliorer la situation, mais il a obtenu peu de résultats. La pauvreté, l'opposition politique, le pouvoir des forces de sécurité, enfin l'inertie et l'intransigeance de la société traditionnelle, tout cela a entravé la mise à exécution du programme des droits de la personne. En dépit cependant de la lenteur des progrès, la situation des droits de la personne au Pakistan montre des signes encourageants.

CONTEXTE

La situation des droits de la personne au Pakistan est préoccupante. La discrimination dont souffrent les femmes et les minorités, discrimination qui trouve appui dans les préceptes islamiques, demeure un problème particulièrement aigu. L'élection du Parti du Peuple du Pakistan (PPP) en octobre 1993 a confirmé le processus démocratique, suscitant ainsi l'espoir d'une amélioration des conditions sociales et du respect des droits de la personne. À son entrée en fonction, le premier ministre Bhutto a laissé entendre que son gouvernement s'appliquerait davantage à renforcer les institutions démocratiques et à régler un éventail plus large de problèmes sociaux. Elle semble résolue à orienter le Pakistan vers une société plus laïque et plus occidentalisée, mais les conditions sociales rendent difficile l'amélioration du respect des droits civils, politiques, économiques et sociaux.

Les femmes se heurtent à une discrimination systématique au Pakistan; elles ont moins accès que les hommes aux nécessités telles que l'éducation et les soins médicaux, et elles sont extrêmement sous-représentées dans la classe politique. Les ordonnances *Zina*, officiellement fondées sur le droit islamique, servent à l'arrestation, à la détention et au châtimement des femmes convaincues d'« infractions » sexuelles telles que l'adultère. Des femmes qui ont voulu traduire en justice leurs violeurs ont dû à leur tour répondre à des accusations en vertu des ordonnances *Zina*. Dans les régions tribales, les femmes vivent constamment dans un climat de violence conjugale, et les meurtres fondés sur les notions traditionnelles de l'« honneur » sont rarement punis. En milieu rural comme en milieu urbain, les femmes placées sous garde policière subissent des mauvais traitements ou sont violées. Le gouvernement Bhutto a réagi en créant des postes de police composés entièrement de femmes. Le PPP a promis d'abroger ou de modifier les lois marquées par la discrimination à l'endroit des femmes; mais jusqu'à maintenant il n'a pas donné suite à sa promesse.